

APERÇU

Dans la foulée du boom pétrolier de 1973, l'Arabie saoudite est devenue un marché intéressant pour la vente de matériel militaire. En 1982, les dépenses de l'État dans ce secteur ont atteint les 25 milliards de dollars canadiens (soit environ 25 p. 100 du budget annuel). Même si les dépenses militaires ont diminué en chiffres absolus au cours des années quatre-vingt (16 milliards de dollars en 1988), la défense est demeurée en tête des priorités du gouvernement saoudien et représentait 35 p. 100 du budget national à la fin de la décennie. De 1986 à 1990, l'Arabie saoudite arrivait au troisième rang derrière l'Inde et le Japon dans les importations d'armes classiques puissantes et prenait même la tête en 1990. On estime que depuis dix ans le gouvernement saoudien a affecté 60 milliards de dollars CAN à l'achat de matériel militaire.



À l'heure actuelle, les forces saoudiennes de défense et de police regroupent 145 500 personnes relevant de trois organismes distincts : le ministère de la Défense et de l'Aviation, la Garde nationale et le ministère de l'Intérieur. Chacun de ces organismes est indépendant, ce qui reflète la nature féodale de l'organisation des forces de défense et de police en Arabie saoudite.

Par suite de la crise du Golfe, le gouvernement saoudien est en train de réévaluer ses besoins militaires stratégiques et envisage d'augmenter les effectifs et les ressources en matériel. La plupart des achats importants (chars, lance-roquettes multiples, véhicules de combat) seront vraisemblablement reportés jusqu'à ce que le gouvernement décide de la nouvelle orientation à donner en matière de défense et de sécurité. Néanmoins, comme en fait foi le budget national de 1992, l'Arabie saoudite demeure un marché intéressant dans le domaine des produits de défense. Au regard des réductions des dépenses militaires annoncées récemment aux États-Unis, au Canada et dans d'autres pays occidentaux, il faut prendre note que l'Arabie saoudite est aujourd'hui l'un des plus grands marchés internationaux pour les fournisseurs de matériel militaire.

POSSIBILITÉS COMMERCIALES OFFERTES AUX EXPORTATEURS CANADIENS

Le gouvernement du Canada joue un rôle de promotion de plus en plus actif pour que les entreprises canadiennes s'intéressent au marché saoudien. Le ministère des Affaires extérieures a organisé, d'abord en 1991, puis en 1992, des délégations à la première foire commerciale sur les produits de sécurité en Arabie saoudite (ASTEX). Le 4 février 1992, le Canada et l'Arabie saoudite ont signé un protocole d'entente sur la coopération industrielle bilatérale en matière de défense en vue de favoriser les échanges d'information entre les deux pays dans les domaines de la R-D et de la production de défense, de promouvoir le dialogue et la coopération industrielle et de stimuler les échanges commerciaux dans le domaine de la défense en créant un comité mixte. Ce comité facilitera la tâche aux fournisseurs canadiens quand il s'agit de déterminer les exigences saoudiennes en matière de matériel, de services d'entretien et de réparation et de programmes de formation dans le domaine de la sécurité et de la défense.